

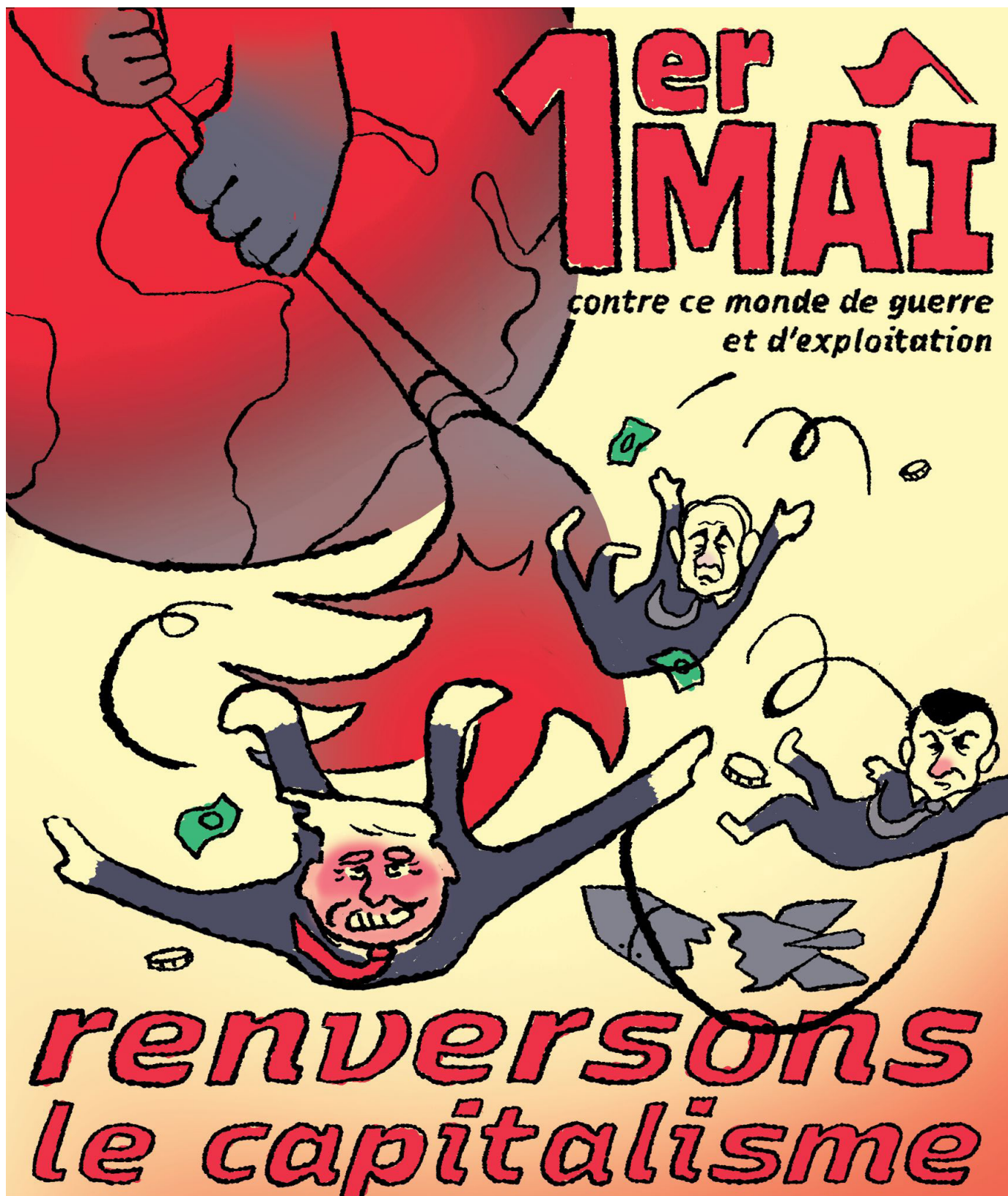
IRAN, LIBAN, PALESTINE :  
LES PEUPLES SOUS LES BOMBES  
DE L'IMPÉRIALISME

STELLANTIS POISSY : CONTRE LA  
FERMETURE ET LES MENSONGES,  
LA COLÈRE DOIT S'ORGANISER !



# RÉVOLUTIONNAIRES

56 30 AVRIL 2026 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,  
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



## ÉDITORIAL

**Contre les politiques  
guerrières et  
antisociales de  
la bourgeoisie, vive  
la riposte ouvrière  
et internationaliste  
du 1<sup>er</sup> mai !**

Le muguet et le pain frais seraient-ils devenus absolument indispensables au fonctionnement de l'économie capitaliste ? Lecornu, main dans la main avec le patronat, la droite et le Rassemblement national, cherche à remettre en cause le caractère férié et chômé du 1<sup>er</sup> mai. Le gouvernement n'a pas légiféré à temps, mais a demandé aux salariés de l'État chargés de contrôler le respect du Code du travail de ne pas verbaliser les boulangeries et les fleuristes qui feront travailler leurs salariés vendredi... « *L'État opprime et la loi triche* », ces paroles de l'Internationale auraient-elles besoin d'être complétées par : « *L'État opprime et triche avec les rares lois protégeant le monde du travail* » ?

### LEUR 1<sup>er</sup> MAI ET LE NÔTRE

C'est Pétain qui a transformé cette journée internationale de lutte et de grève en un pâle jour férié nommé « fête du Travail », célébration de l'unité impossible entre ouvriers et patrons. Mais les attaques contre le 1<sup>er</sup> mai n'ont pas pour objectif de liquider l'héritage du régime de Vichy. Au contraire, elles cherchent à supprimer le seul jour qui

SUITE PAGE 2 >>

**NPA**  
RÉVOLUTIONNAIRES



## Préférence nationale à la fac : attaquer d'abord les étudiants étrangers avant de généraliser la hausse des frais d'inscription

Philippe Baptiste, ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, a annoncé lundi 20 avril dernier qu'il compte généraliser la hausse des frais d'inscription à l'université pour les étudiants étrangers. Son projet cyniquement nommé « *Choose France for Higher Education* », prévoit de leur faire payer dès la rentrée prochaine 2 895 euros l'année en licence et 3 941 en master.

Depuis la réforme « *Bienvenue en France* » (2018), les universités pouvaient déjà appliquer les frais d'inscription différenciés, mais la mobilisation étudiante en avait largement empêché l'application. Aujourd'hui, le gouvernement veut rejouer le match en généralisant la hausse.

On nous explique que ce racket permettrait à la France d'être plus « attractive » vis-à-vis des étudiants étrangers. On voit bien qu'il s'agit en réalité de faire le tri entre les « bons » et les « mauvais » migrants : l'État français veut bien accueillir quelques jeunes nantis de pays riches, mais veut virer la majorité des étudiants étrangers issus de classes populaires.

Le gouvernement se justifie en disant que les universités manquent d'argent. Mais qui asphyxie les facs ? Les étudiants, ou l'armée, dont le budget a récemment été élevé à 57

milliards ? Les étrangers, ou le gouvernement, qui donne 211 milliards d'euros par an en subventions aux entreprises ? En réalité, la multiplication par 16 des frais d'inscription permettra à l'État de gagner 250 millions d'euros. C'est environ un millième de ce qu'il offre au grand patronat chaque année... C'est dans leurs caisses qu'il faut chercher l'argent, pas dans les poches des étudiants !

Le gouvernement veut normaliser la « préférence nationale », une vieille obsession de l'extrême droite. Nous ne tolérons pas les divisions racistes. Pas plus que la guerre administrative menée contre les étrangers, avec, entre autres, la circulaire Retailleau qui fait drastiquement baisser le nombre de titres de séjour renouvelés.

En ciblant les étudiants étrangers, le gouvernement espère qu'ils seront isolés et que la réforme passera. Mais qui peut s'imaginer qu'il ne cherchera pas ensuite à généraliser cette hausse des frais à tous les étudiants ? En octobre 2025, l'Inspection générale des finances demandait déjà que tous les étudiants, nationaux comme étrangers, payent les 2 895 euros en licence. Début 2026 aux « assises sur le financement des universités », même rengaine.



En janvier 2019, les étudiants français et étrangers s'étaient mobilisés massivement et dans tout le pays contre *Bienvenue en France*. Cette grève étudiante, en plein mouvement des Gilets jaunes, avait permis de faire partiellement reculer cette attaque raciste.

Pour qu'étudier devienne un droit réel plutôt qu'un privilège, c'est ce chemin qu'il faut reprendre ! Le NPA-Révolutionnaires propose d'impulser des initiatives de mobilisations et se met en lien avec les organisations étudiantes dans cet objectif.

## Fermetures d'Ipsi : former moins pour soigner plus ?

Le 14 avril dernier, la fondation de la Croix Saint-Simon, qui administre et finance une soixantaine de structures sanitaires et médico-sociales en France, a annoncé l'arrêt de ses activités. Cela signifie, à Paris, la fermeture de deux écoles d'infirmières, une école de puériculture, un institut de formation de professionnels de santé et un de travailleurs sociaux. Cette annonce plonge tous les étudiants et le personnel de ces établissements dans l'incertitude vis-à-vis de leur avenir. Ces

fermetures annoncées sont un nouveau coup porté aux conditions de travail des soignants, alors même que ceux-ci sont déjà confrontés à des cadences intenablement dues au sous-effectif généralisé, dans les hôpitaux publics et les Ehpad - la fermeture des centres de formation ne peut qu'empirer la situation.

Ce sous-effectif dans les hôpitaux est-il lié à une crise de la vocation pour les métiers d'infirmières et d'aides-soignantes ? Pas vrai-

ment. Pour 40 000 places disponibles, plus de 700 000 vœux pour intégrer une école d'infirmières ont été formulés sur Parcoursup en 2025. Alors serait-il lié à un désintérêt des jeunes aux métiers d'aide à la personne ? Les 10 % qui abandonnent la formation le font le plus souvent à cause des conditions de travail difficiles rencontrées lors des stages. En réalité, le sous-effectif est la conséquence directe des milliards que le gouvernement préfère donner au patronat et à l'armée.

Les étudiantes de l'institut de formation en soins infirmiers (Ipsi) de la Croix Saint-Simon s'organisent et refusent l'arrêt de leur formation. Aux 4 000 soignants, profs, élèves, patients et parents concernés par cette fermeture de leur emboîter le pas !

RITA ZINNIA

### À L'UNIVERSITÉ BORDEAUX-MONTAIGNE, LA MOBILISATION CONTINUE

La mobilisation contre les coupes budgétaires et leur application à l'université Montaigne, entre réductions de 12 000 heures de cours et suppressions de postes, pouvait-elle surmonter la pause des vacances et la fin des cours, qui risquait de vider la fac de ses étudiants ? Réponse mardi 21 avril dernier, avec la réussite d'une AG de 150 personnes sur le parvis de la fac ! Jeudi 23, les étudiants mobilisés ont déambulé dans les restaurants universitaires et les étudiants en théâtre ont représenté, sur le piquet de grève du personnel de bibliothèque gréviste, la pièce d'un mariage à trois entre la présidence de l'université, le rectorat, et Philippe Baptiste, ministre de l'ESR. Une question nouvelle se discute en AG : comment faire face aux menaces qui planent sur les étudiants étrangers ? La mobilisation continue !

FRED BAILHAU

## On ne veut pas mourir en travaillant

Calvin, 15 ans, est décédé dans une entreprise de travaux publics dans le Gard lors d'un stage de seconde. Son nom va rejoindre celui des jeunes ouvriers de Rhône-Alpes qui sont morts au service de Lustucru ou d'une plateforme logistique ces dernières semaines. Il trouvera à leurs côtés le nom de cinq autres adolescents victimes de l'exploitation en 2025.

Le ministère de l'Éducation nationale dit réfléchir à remanier les stages d'observation de troisième et seconde pour « protéger » les élèves sans les « priver de cette opportunité ». A-t-on besoin de rappeler l'inutilité de ces stages ? De rappeler les dérogations mises en place en 2015 par un ministre PS pour laisser les lycéens bosser en hauteur ou sur des ma-

chines dangereuses ? Les enfants de travailleurs connaîtront bien assez tôt le « milieu professionnel », nul besoin d'envoyer 1,5 million d'élèves s'en faire un avant-goût chaque année.

Des familles luttent pour exiger justice et affirmer « plus jamais ça ». Les parents d'Alex, mort à Saint-Lô, continuent d'organiser la solidarité par des pétitions et de tisser des liens entre les familles des victimes. La mère de Calvin dénonce la responsabilité de l'employeur, les conditions de travail dangereuses, les cadences, l'attitude de l'encadrement et le manque de formation : « Il travaillait tout seul, sans chaussures de sécurité, sans casque, c'était en gros "moi je vais boire mon café, et toi, bosse" ». Une colère



qui doit parler à bien des apprentis, stagiaires et travailleurs - quel que soit leur âge.

ALEXIS MICSHEN • 28/04/2026

**SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !**

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPAJeunesRévolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @npajeunes\_revo

**NPA  
JEUNES**  
RÉVOLUTIONNAIRES